

PROCÈS-VERBAL – PUBLIC

Commission du vivre-ensemble

5^e séance – 14 novembre 2024 – 9 h 02 à 12 h 02
Salle Mont-Bleu, 1^{er} étage, Maison du citoyen

PRÉSENCES :

Membres

Tiffany-Lee Norris Parent – Présidente et conseillère municipale
Louis Sabourin – Vice-président et conseiller municipal
Isabelle N. Miron – Conseillère municipale
Jeanie Pinard-Duhaime – Table Éducation Outaouais (TEO)
Bato Redzovic - Accueil Parrainage Outaouais (APO)
Esther Beaudry – Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI)
Eugénine Sfeir – Accompagnement des femmes immigrantes de l'Outaouais (AFIO)
Josée Cousineau – Carrefour jeunesse emploi de l'Outaouais (CJEO)
Ibrahim Sballil - Centre islamique de l'Outaouais (CIO)
Hamida Melouane – Assemblée des groupes de femmes d'intervention régionales (AGIR)

Secrétaire

Chantal Havard – Conseillère aux relations gouvernementales et partenaires externes - DE

Ressources internes

Sébastien Vallée – Directeur - SLSDC
Mychelle Vaive – Cheffe de service – Développement des communautés – SLSDC
Louis Patrick Comeau – Agent aux communautés culturelles – SLSDC
Florina Gaborean – Coordinatrice à la diversité sociale et culturelle – SLSDC
Roxanne Lauzon – Conseillère, partenariat autochtone régional – DE
Véronique Leduc – Adjointe administrative aux comités et commissions – DE

Étaient aussi présents :

Raymond Kashiba – Communauté congolaise de la Région de la Capitale du Canada
Mike Duggan, conseiller municipal

ABSENCES :

Joanne Dubois – Centre intégré de santé et des services sociaux de l'Outaouais (CISSO)
Garanké Bah – Conseil de la communauté noire de Gatineau
Erik Bisson - Jeunesse IDEM
Roxana Merello - Service Intégration Travail Outaouais
Céline Auclair – Centre d'Innovation des Premiers Peuples
Josiane Cossette – Cheffe de section - Développement des communautés – SLSDC

1. Constatation du quorum et ouverture de la séance

La présidente constate le quorum et ouvre la séance à 9 h 02.

2. Adoption de l'ordre du jour

Proposé par Louis Sabourin

Appuyé par Eugénine Sfeir

Et résolu que cette Commission adopte l'ordre du jour de la séance tel que présenté.

Adoptée

3. Dépôt et suivi du procès-verbal de la séance du 24 octobre 2024

Aucun suivi au procès-verbal.

4. Période de questions du public

Le conseiller municipal Mike Duggan est présent et souligne que, depuis 2022, il se penche sur l'enjeu des symboles de haine dans l'espace public, avec le désir d'explorer comment réagir face à ces symboles haineux. Il remercie les membres de la Commission d'avoir mis ce point à leur ordre du jour.

5. Tour de table des partenaires

Jeanie Pinard-Duhaime de la Table Éducation Outaouais (TEO) mentionne la publication récente d'une étude sur l'impact économique du décrochage scolaire, qui est disponible sur le [site internet de leur organisation](#). Mme Pinard-Duhaime souligne également que leur conseil d'administration est en cours de renouvellement et que l'on invite les personnes intéressées à postuler d'ici le 28 novembre.

6. Présentation : État de situation concernant les initiatives autochtones et rôle de la conseillère au partenariat autochtone régional

La conseillère au partenariat autochtone régionale Mme Roxanne Lauzon rappelle qu'elle est membre de la communauté algonquine de Pikogan et à l'emploi de la Ville de Gatineau depuis janvier 2024. Son poste est partagé à 50/50 entre la Ville de Gatineau et le Pôle en enseignement supérieur de l'Outaouais. La communauté de Kitigan Zibi a également été impliquée dans la création de ce poste.

Les objectifs de la présentation sont de :

- Expliquer quel est le mandat de la conseillère au partenariat autochtone régional
- Présenter la cartographie des projets en cours
- Présenter la cartographie des besoins

Josée Cousineau se joint à la rencontre à 9 h 07.

Ibrahim Sballil se joint à la rencontre à 9 h 13.

Période d'échanges

Jeanie Pinard-Duhaime de la Table Éducation Outaouais (TEO) mentionne que son organisation aimerait faire partie de la Table de travail sur les réalités autochtones. Elle demande pourquoi on se penche sur la situation des étudiants autochtones seulement à partir du niveau collégial : on souligne que les Centres de services scolaires ont été invités à faire partie de la Table de travail sur les réalités autochtones.

Des félicitations sont exprimées sur le travail accompli à ce jour par la conseillère, et on reconnaît l'importance d'un tel poste. Une question est posée à savoir que signifie l'autochtonisation des cours : il s'agit en fait de veiller à intégrer la perspective autochtone dans les différents cours et formations (exemple du travail social, des cours d'histoire, etc.). Cela signifie également de donner aux étudiants autochtones tous les outils nécessaires pour assurer leur succès académique. On rappelle que les communautés autochtones ont des responsabilités municipales et provinciales, elles doivent donc gérer l'éducation de leurs jeunes et pendant longtemps ce volet a été sous-financé. Les étudiants autochtones qui entament des études supérieures ont souvent besoin d'un coup de pouce pour intégrer certains concepts, et ne maîtrisent pas nécessairement le français.

Bato Redzovic de l'APO se dit impressionné de tout le travail qui a été accompli en peu de temps et remercie la conseillère de son appui lors de la Semaine contre le racisme.

On souligne l'importance de la notion de complémentarité de ce poste avec les initiatives qui existent déjà, et on demande comment mieux faire les ponts entre ces initiatives, les services de la Ville et le rôle de la conseillère au partenariat autochtone régional. La Table de travail sur les réalités autochtones a été créée dans cet esprit, afin d'assurer une mise en commun des ressources. Le mandat actuel de la Table est large, car on souhaite qu'il soit précisé par les membres afin que ces derniers se l'approprient réellement. On vise également à y développer une compréhension commune des réalités autochtones.

On demande à Mme Lauzon si elle est membre de la CVE, elle précise que non, mais qu'elle prendra part aux séances de la commission régulièrement pour présenter les mises à jour sur la réalisation de son mandat.

Une question est posée à savoir quels sont les principaux enjeux qui ont été notés sur le terrain par la conseillère au partenariat autochtone régional depuis son entrée en poste. Bien sûr les enjeux liés à l'accès au logement et aux services gouvernementaux sont présents comme pour l'ensemble de la population. À cela s'ajoute la barrière de la langue (pour les personnes autochtones qui parlent surtout anglais), ainsi que les différences culturelles et de hiérarchie des valeurs. Par exemple, les jeunes autochtones qui quittent l'école pour s'occuper de leur famille ne sont pas des décrocheurs, ils mettent leur famille en priorité et retourneront aux études ensuite pour apprendre un métier. On rappelle que de nombreux autochtones viennent vivre en ville de façon transitoire pour l'éducation ou des soins de santé, pour ensuite retourner dans leur communauté.

On rappelle en conclusion la demande qui avait été faite pour la création de ce poste et le désir de la Ville de Gatineau de développer l'application d'une « lunette autochtone », comme on le fait avec l'ADS+.

7. **Présentation : État d'avancement des travaux des comités de travail**

Madame Florina Gaborean assure la livraison de cette présentation, dont les objectifs sont :

- De présenter l'état d'avancement des travaux menés par les comités de travail de la Commission en 2024
- D'assurer un suivi du Plan d'action 2024-2025

Période d'échanges

Concernant les symboles haineux dans l'espace public, on demande s'il y a eu une augmentation importante des plaintes à ce sujet à Gatineau. Bien que l'augmentation soit surtout visible à MTL et à Ottawa, il faut rester vigilant à Gatineau et inviter les gens à signaler ces incidents. On rappelle qu'il y a des tendances de fond dans la société (racisme, masculinisme, montée de la droite, médias sociaux, etc.) qui pourraient influencer la présence de symboles et crimes haineux. Les statistiques précises sur le nombre de cas à Gatineau seront partagées ultérieurement.

Il semble que les jeunes sont plus sensibilisés à ce type de propos. Le Service de Police de la Ville de Gatineau fait d'ailleurs de la sensibilisation sur ce sujet lors de ses visites dans les écoles. On reconnaît également qu'il y a des clarifications conceptuelles à faire.

Des recommandations seront préparées sur ce qui peut être fait au niveau de la Ville, et seront présentées à la CVE en 2025.

Pause de 10 h 16 à 10 h 33

8. Présentation : Bilan du plan d'action en matière de diversité culturelle 2021-2024 (partenariat financier MIFI)

La présentation a été assurée par Monsieur Louis-Patrick Comeau, avec comme objectifs :

- De présenter le bilan du plan d'action 2021-2023 (2024) en matière de diversité culturelle de la Ville de Gatineau réalisé en partenariat financier avec le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI)
- De recommander le dépôt du bilan au conseil municipal

Période d'échanges

On demande si un bris de service est anticipé étant donné l'écart entre les deux appels de projets du MIFI. Le SLSDC a un peu de fonds en réserve pour couvrir la période d'écart et a bon espoir que le prochain appel à projets arrivera à temps pour éviter un bris de service.

On félicite et on remercie les membres du SLSDC pour leur grande ouverture à collaborer avec les associations partenaires, on parle d'une collaboration exceptionnelle.

Recommandation

CVE-2024-02

Considérant que la Commission du vivre-ensemble assure une vigie sur les enjeux municipaux en matière de diversité et de vivre-ensemble;

Considérant que le bilan est positif et que la Ville de Gatineau souhaite déposer en 2025 un nouveau plan d'action 2025-2027 en immigration et vivre ensemble;

La Commission du vivre-ensemble recommande au conseil municipal d'accepter le bilan du plan d'action en matière de diversité culturelle 2021-2023 (2024).

Il est proposé par Bato Redzovic

Appuyé par Eugénie Sfeir

Adoptée

9. Présentation : Orientations du prochain plan d'action en matière de diversité culturelle 2025-2027

Cette présentation est faite par Monsieur Louis-Patrick Comeau et poursuit trois objectifs :

- Présenter les grandes lignes préliminaires du Plan d'action 2025-2027
- Arrimer les actions avec celles des partenaires ayant appliqué au PAC-OBNL
- Susciter des échanges afin de finaliser la démarche de priorisation et d'élaboration

Période d'échanges

On demande s'il serait possible de développer un plan d'action quinquennal au lieu de triennal, mais ce n'est pas possible parce que le MIFI finance des projets de trois ans.

Une question est posée à savoir quelle est l'approche de la Ville vis-à-vis les associations de quartiers où il y a peu de présence immigrante. On précise que l'APO est en lien avec toutes les associations de quartiers pour ce qui est des semaines et

des actions thématiques, et qu'il est important de les rejoindre toutes en matière de sensibilisation et d'implication.

On suggère d'ajouter des liens cliquables dans la présentation sur le bilan du plan d'action.

Dans le plan d'action 2025-2027, sous l'axe thématique 2 : Accès aux services municipaux, on fait mention de la difficulté pour des nouveaux arrivants d'inscrire leurs enfants aux camps de jour de la Ville. Le processus d'inscription est complexe et les coûts sont élevés. On explique à cet effet que les deux programmes d'accessibilité de la Ville de Gatineau sont en cours de révision. On rappelle toutefois que l'enjeu numéro un des camps de jour est le manque de places.

La promotion des camps de jour doit également se faire de manière à rejoindre la clientèle immigrante, via l'internet, la distribution de feuillets dans les lieux publics ainsi que par affichage.

On suggère d'inclure la clientèle autochtone quand on parle d'intégration. Bien que le MIFI se concentre sur les nouveaux arrivants, c'est certainement possible d'inclure la communauté autochtone.

Pour un nouvel arrivant qui arrive après la date limite, il n'est pas possible de s'inscrire aux camps de jour ni aux autres activités proposées par la Ville. La Ville travaille sur une programmation à participation libre, un peu comme Profite de l'été, où les gens pourraient s'inscrire ou se joindre en tout temps.

10. Varia

Aucun point n'est ajouté au varia.

11. Prochaine séance

La prochaine séance de la Commission du vivre-ensemble est prévue le 23 janvier 2025.

12. Levée de la séance

*Il est proposé par Louis Sabourin
Appuyé par Josée Cousineau*

Et résolu que cette Commission accepte de lever la séance à 12 h 02.

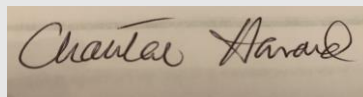
Adoptée

DISTRIBUTION :

Aux membres de la présente Commission, aux personnes-ressources, aux membres du conseil municipal et à la Greffière



PRÉSIDENTE
TIFFANY-LEE NORRIS PARENT



SECRÉTAIRE
CHANTAL HAVARD